

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société AEROLUB

ZI du Moilin d'Angean
22 rue Paul Journée
60240 Chaumont-En-Vexin

Références : IC-R/037/25-SLT/VM
Code AIOT : 0005106532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement Société AEROLUB implanté Zone Industrielle du Moulin d'Angean 22 rue Paul JOURNEE 60240 Chaumont-en-Vexin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société AEROLUB
- Zone Industrielle du Moulin d'Angean 22 rue Paul JOURNEE 60240 Chaumont-en-Vexin
- Code AIOT : 0005106532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AEROLUB exploite une installation de conception, fabrication et commercialisation d'aérosols sur le territoire de la commune de Chaumont en Vexin.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/07/2010, complété par l'arrêté du 08/12/2016.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Magasin de stockage des boîtiers vides et des fournitures	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Atelier de formulation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Atelier de préparation et conditionnement industrie et cosmétiques	AP Complémentaire du 08/12/2016, article 7 et 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Magasin de stockage des produits finis	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 1.2.1	Sans objet
5	Cellule de remplissage des aérosols au gaz inflammable liquéfiés	AP Complémentaire du 08/12/2016, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- la distance minimale de 1 m n'est pas respectée entre les stockages et les parois au niveau du magasin de stockage des boîtiers vides et des fournitures,
- le respect des dispositions constructives du site n'est pas justifié par l'exploitant,

- le caractère EI 120 ne peut pas être garanti sur l'ensemble des portes du site,
- l'atelier de formulation ne comporte pas d'installation d'extraction permanente,
- le remplissage des fûts n'est pas réalisé avec une canne plongeante,
- l'atelier de préparation et de conditionnement ne comporte pas de système d'extraction,
- l'exploitant n'a pas mis en place de procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations.

Il est donc proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure la société AEROLUB de respecter ces dispositions sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Voir tableau de classement
<p>Constats :</p> <p>Un point a été réalisé sur la situation administrative du site au regard des évolutions de la nomenclature des installations classées depuis 2010.</p> <p>Suite à la parution du décret n°2014-285 du 03/03/2014 et l'introduction des rubriques 4000, l'exploitant a transmis une demande de bénéfice des droits acquis par courrier du 21/12/2016. Il a été donné acte du nouveau classement par courrier du 02/05/2017.</p> <p>Par ailleurs, par courrier du 09/08/2019, l'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant la mise en place d'une deuxième citerne de butane sur le site. Le tableau de classement mis à jour dans le dossier a été passé en revu lors de l'inspection. Il en ressort qu'aucune modification n'a eu lieu depuis. L'exploitant précise que les évolutions sur le classement de la rubrique 1510 suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24/09/2020 n'apporte pas de changement.</p> <p>Le classement du site sera donc mis à jour dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire donnant lieu à la prochaine instruction du porter à connaissance.</p> <p>D'autre part, l'exploitant a fait part d'un futur projet d'extension du site avec une augmentation des capacités de production. Ce projet pourrait conduire à un passage du site au statut Seveso seuil bas. Les études devraient débuter courant 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Magasin de stockage des boîtiers vides et des fournitures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

A l'intérieur de ce magasin, l'exploitant effectue un stockage limité (en racks) de combustibles présentant une densité de charge calorifique faible. Les fournitures (capots, valves, diffuseurs) stockés en masse forment des îlots. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Le stockage est doté d'une détection automatique incendie : composée au minimum de douze détecteurs de fumée avec report d'alarme. En cas de déclenchement durant les horaires de fermeture, les alarmes sont reportées sur le téléphone des personnes responsables. Une intervention sur site est immédiate afin de prendre les dispositions nécessaires.

Des panneaux interdisant de fumer sont affichés et des moyens d'intervention adaptés (extincteurs, RIA) sont en nombre suffisant.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues de secours, escaliers, moyens de secours soient largement dégagés et accessibles par tous.

Le stockage est séparé des bureaux par un mur coupe feu de degré deux heures.

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de stockage en racks et en masse. Toutefois, ce stockage ne présente pas une distance minimale de 1 m avec les parois et les structures.

Non conformité (faits significatifs) : dans le magasin de stockage des boîtiers vides et des fournitures, la distance minimale de 1 m n'est pas respectée entre les stockages et les parois.

L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de contrôle des détecteurs :

- rapport de la société SAFETY SERVICES suite à la visite du 19/06/2024,
- rapport de la société SAFETY SERVICES suite à la visite du 09/12/2024.

Les rapports mentionnés portent sur l'ensemble des détecteurs présents sur le site.

Le magasin de stockage des boîtiers vides et fournitures comporte des détecteurs optiques de fumée. Le dernier contrôle conclut sur le bon fonctionnement de ceux-ci.

Par ailleurs, concernant le déclenchement des détecteurs en dehors des horaires de fonctionnement, l'exploitant indique qu'un renvoi de la centrale de détection est effectué vers une société de télésurveillance (NEO TELESECURITE). L'exploitant a présenté la fiche de consignes prévues avec cette société en cas de déclenchement : le directeur du site est appelé en 1er, en cas d'indisponibilité d'autres personnes sont contactées. L'ensemble de ces personnes peuvent se rendre sur le site en 15 minutes.

La visite du site a permis de constater la présence d'un affichage des consignes de sécurité. Par sondage, le contrôle des RIA et extincteurs a été vérifié.

Le local est séparé des bureaux par un mur en parpaings. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document justifiant du caractère REI 120. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la porte située dans ce mur n'est pas EI 120 (ce point a été constaté lors de la visite).

Non conformité (faits significatifs) : l'exploitant ne peut pas justifier du caractère REI 120 pour le mur présent entre le local de stockage des boîtiers vides et des fournitures et les bureaux, et la porte présente dans ce mur n'a pas le caractère EI 120.

Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec des bureaux d'études afin d'évaluer les caractéristiques des murs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter les conditions de stockage en maintenant une distance minimale d'un mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure sous 3 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de justifier sous 3 mois du caractère REI 120 pour le mur présent entre le local de stockage des boîtiers vides et des fournitures et les bureaux et de mettre en place une porte EI 120.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Atelier de formulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/explosion

Prescription contrôlée :

L'atelier formulation est isolé des autres ateliers et des stockages par des murs REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) équipés de portes EI 120 (coupe feu de degré deux heures).

Le poste de distribution vrac solvant dispose d'un système d'aspiration à fonctionnement permanent (5000 m³/h), d'une détection de vapeurs inflammables avec report d'alarme sonore et visuelle.

En cas de déclenchement durant les horaires de fermeture, les alarmes sont reportées sur le téléphone des personnes responsables. Une intervention sur site est immédiate afin de prendre les dispositions nécessaires.

En cas de dépassement du seuil haut, la ventilation fonctionnant avec le débit maximal (10000 m³/h) s'enclenche et l'alimentation électrique se coupe.

Les deux postes de pesée/mélange avec balances sur fosse disposent d'une ventilation permanente. En cas de détection de vapeurs, la ventilation grande vitesse s'enclenche et une coupure électrique des balances s'effectue.

L'atelier dispose d'une détection incendie munie à minima d'un détecteur de flamme et de deux détecteurs infra-rouge de vapeur solvant. En cas de détection incendie, l'ensemble des installations du local est mis en sécurité : une alarme visuelle et sonore s'enclenche à l'entrée et à l'intérieur du local (un report est effectué dans l'atelier de conditionnement des aérosols, la ventilation du local s'arrête, les pompes extérieures du stockage enterré de solvant et les moteurs d'agitation dans le local s'arrêtent, les énergies présentes dans le local se coupent, l'éclairage de sécurité continue de fonctionner).

L'atelier est équipé d'une installation d'extraction permanente et forcée permettant d'éviter toute accumulation de vapeurs inflammables.

Les cuves de fabrication (fûts) sont équipées d'une captation au niveau du trou d'homme de manière à capter à la source toute vapeur émise.

Les détecteurs infra-rouge sont installés pour détecter toute accumulation dangereuse de vapeurs inflammables : leur répartition homogène permet de déceler toute accumulation.

En cas de détection de vapeurs inflammables à une concentration supérieure ou égale à 20 % de la LIE : une alarme visuelle à l'entrée et à l'intérieur du local est déclenchée (avec un report dans l'atelier de conditionnement des aérosols) et la ventilation du local afin d'assurer une extraction rapide des vapeurs est mise en service.

En cas de détection de vapeurs inflammables à une concentration supérieure ou égale à 40 % de la LIE, l'ensemble des installations du local est mis en sécurité : déclenchement de l'alarme visuelle et sonore à l'entrée et à l'intérieur du local (avec report dans l'atelier de conditionnement des aérosols), maintien en service de la ventilation du local afin d'assurer une extraction rapide des vapeurs, arrêt des pompes du stockage de solvant permettant d'arrêter tout approvisionnement de l'atelier en liquide inflammable, arrêt des moteurs d'agitation dans le local, coupures des énergies présentes dans le local.

Tous les équipements de travail sont mis à la terre. Toute manipulation de liquides inflammables est réalisée avec du matériel permettant d'éviter les décharges électriques.

Les dépotages et les remplissages s'effectuent par cannes plongeantes (les remplissages par pluie sont interdits).

Le personnel intervenant dans cet atelier est équipé de chaussures de sécurité antistatique.

L'atelier est équipé de rétentions spécifiques permettant de recueillir tout épandage de produit.

Constats :

Comme pour le point de contrôle n°2, l'exploitant n'a pas pu présenter les éléments justifiant du caractère REI 120 pour les paroi séparatives.

Non conformité (faits significatifs) : l'exploitant ne peut pas justifier du caractère REI 120 pour les parois séparatives de l'atelier de formulation.

L'exploitant indique que des travaux ont été réalisés afin que le mur extérieur de l'atelier situé côté nord soit REI 120. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs de la société COVERBAC qui a réalisé les travaux. D'après les fiches transmises, il s'agit d'un mur non-porteur en panneaux sandwich ayant la caractéristique EI 120. S'agissant d'un mur ne faisant pas l'objet de prescription particulière dans l'arrêté préfectoral, il n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Par ailleurs, lors de la visite du site, un contrôle des portes EI 120 a été réalisé (vérification de la plaque). L'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé par la société CHUBB le 07/06/2024. Le rapport porte sur l'ensemble du site et ne précise pas la localisation exacte des portes. Sur un total de 16 portes, le contrôle conclut sur 7 portes fonctionnelles mais nécessitant des travaux et 3 portes non fonctionnelles. L'exploitant a indiqué avoir réalisé les travaux de mise en conformité mais est en attente du rapport de conformité.

Non conformité (faits significatifs) : le caractère EI 120 ne peut pas être garanti sur l'ensemble des portes.

Concernant le poste de distribution, l'exploitant indique qu'il s'agit d'une cabine équipée d'un extracteur. Le débit est contrôlé lors du contrôle des rejets atmosphériques. Le dernier rapport réalisé par la société KALI'AIR le 24/09/2024 a été présenté. Pour l'atelier formulation, le débit mesuré est en moyenne de 10279 m³/h.

Le fonctionnement du poste est asservi à la mise en route de l'extraction.

Le rapport de contrôle de la société SAFETY SERVICES du 09/12/2024 (voir point de contrôle n°2) mentionne la présence des détecteurs IR de butane comportant 2 seuils d'alarme (20 et 40 % de la LIE). L'exploitant indique que le contrôle des asservissements est réalisé par le prestataire. Le rapport conclut sur le bon état des installations et des asservissements mais reste très succinct.

D'autre part, l'exploitant indique que lors des travaux mentionnés précédemment sur le mur situé côté nord, l'extraction a été déposée pour conserver les caractéristiques de tenue au feu du mur. L'exploitant est en cours d'étude pour mettre en place une extraction en toiture (travaux prévus en 2025).

Non conformité (faits significatifs) : l'atelier de formulation ne comporte pas d'installation d'extraction permanente.

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence des équipements pour réaliser la mise à la terre. Toutefois, le remplissage des fûts est réalisé en pluie avec un pistolet.

Non conformité (faits significatifs) : le remplissage des fûts n'est pas réalisé avec une canne plongeante.

Il a été constaté la présence de rétentions mobiles pour les stockages de liquides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de justifier du caractère REI 120 des parois séparatives de l'atelier de formulation sous 3 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de justifier du bon état de l'ensemble des portes EI 120 sous 3 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un système d'extraction permanent dans l'atelier de formulation sous 3 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un remplissage des fûts avec une canne plongeante sous 3 mois.

Observation : l'exploitant pourrait utilement compléter le contrôle des asservissements en détaillant l'ensemble des actions réalisées au regard de la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Atelier de préparation et conditionnement industrie et cosmétiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2016, article 7 et 8

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/explosion

Prescription contrôlée :

Les ateliers de conditionnement disposent d'une détection incendie munie a minima :

- d'un détecteur de flamme,
- de 4 détecteurs de vapeurs inflammables sur l'ensemble des ateliers (2 détecteurs dans l'atelier cosmétique et 2 détecteurs dans l'atelier industrie)

En cas de détection de flamme :

- l'électricité est coupée,
- les ateliers de conditionnement sont cloisonnés (fermeture des portes coupe-feu),
- l'extraction du bâtiment est mise en marche,
- l'alarme visuelle et sonore est déclenchée dans les ateliers de conditionnement, dans l'atelier de formulation, sous le auvent et dans la cellule de stockage des produits finis,
- l'alimentation des pompes de gaz inflammable est coupée,
- les remplisseuses de gaz inflammable sont mises à l'arrêt ainsi que les chaînes de

conditionnement (gaz inflammable) et les vannes automatiques sur les tuyauteries d'approvisionnement en gaz inflammable.

En cas de détection de vapeurs inflammables dans les ateliers de conditionnement, deux seuils peuvent être atteints :

- en cas de détection de vapeur en 1er seuil : l'alarme visuelle se déclenche dans les ateliers de conditionnement, dans l'atelier de formulation, sous le auvent et dans la cellule de stockage des produits finis. Mise en fonctionnement de l'extraction d'air au niveau de la chaîne d'embouteillage où a lieu la détection de vapeur.
- en cas de détection de vapeurs inflammables au 2nd seuil et en compléments des moyens mis en œuvre au 1er seuil : déclenchement de l'alarme sonore dans l'atelier de conditionnement, dans l'atelier de formulation, sous le auvent et dans la cellule de stockage des produits finis. Mise en fonctionnement de la ventilation du local et fermeture des portes coupe-feu de l'atelier. La réouverture des portes coupe-feu est asservie à une concentration en vapeur inférieure au 2nd seuil d'alarme.

Les seuils de détection de vapeurs fixés à l'intérieur des ateliers sont les suivants :

- 1^{er} seuil : 20% de la LIE,
- 2nd seuil : 40% de la LIE.

Le système de détection est testé et vérifié périodiquement (a minima tous les 6 mois) afin d'étalonner les sondes de détection et de tester l'ensemble de la chaîne d'asservissement. Après remplissage en gaz inflammable, le retour des aérosols dans l'atelier se fait via un convoyeur équipé d'un détecteur de vapeur.

Le bain de test des aérosols dispose d'une ventilation suffisante, d'au moins 5 V/h en fonctionnement normal et 10 V/h en cas de détection de vapeur.

Les ateliers de conditionnement sont isolés des autres ateliers et des stockages par des murs REI 120 (coupe feu de degré deux heures) équipés de portes EI 120 (coupe feu de degré deux heures).

Des consignes de sécurité relatives aux gaz inflammables liquéfiés sont affichées à l'intérieur des ateliers.

Constats :

Le rapport de contrôle de la société SAFETY SERVICES du 09/12/2024 (voir point de contrôle n°2) mentionne la présence des détecteurs IR du butane et de détecteurs de flamme comportant 2 seuils d'alarme (20 et 40 % de la LIE). L'ensemble est en bon état de fonctionnement. L'ensemble des détecteurs est testé à une fréquence semestrielle.

En cas de détection, l'exploitant indique que l'électricité est coupée, l'atelier est cloisonné avec la fermeture des portes, l'alarme est enclenchée, les pompes sont arrêtées et les électrovannes sont fermées.

L'exploitant indique que l'extraction n'est pas présente.

Non conformité (faits significatifs) : l'atelier de préparation et de conditionnement ne comporte pas de système d'extraction.

Le bâtiment comporte 4 lignes de production dont 2 dédiées au gaz inflammable (lignes 3 et 4). Le remplissage en gaz inflammable est réalisé dans un bunker situé à l'extérieur du bâtiment. Le convoyeur est situé entre le bâtiment et le bunker. L'exploitant indique que le convoyeur ne comporte pas de détecteurs de gaz. Ceux-ci sont placés à chaque extrémité du convoyeur (dans le bunker et sur la ligne de remplissage).

Concernant le bain de test, l'exploitant indique qu'il est présent mais pas utilisé car non fonctionnel. En effet, il pose des problèmes liés à la production.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère REI 120 des parois séparatives.

Non conformité (faits significatifs) : l'exploitant ne peut pas justifier du caractère REI 120 pour les parois séparatives de l'atelier de préparation et conditionnement industrie et cosmétique.

Concernant les portes, certaines portes du site ne sont pas fonctionnelles (voir point de contrôle n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un système d'extraction dans l'atelier de préparation et de conditionnement sous 3 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de justifier du caractère REI 120 des parois séparatives de l'atelier de préparation et conditionnement industrie et cosmétique sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Cellule de remplissage des aérosols au gaz inflammable liquéfiés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2016, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion

Prescription contrôlée :

Le remplissage en gaz inflammables des aérosols est réalisé dans des cellules de remplissage spécifiques implantées à l'extérieur des ateliers de conditionnement industrie et cosmétiques afin que les tuyauteries d'alimentation en gaz et les machines de remplissage ne soient pas à l'intérieur de ces ateliers.

Au nombre de deux, ces cellules sont conçues pour limiter la concentration en gaz dans les conditions normales d'exploitation. Une ventilation naturelle permet d'éviter une accumulation de gaz inflammable.

Les cellules de remplissage sont équipées de détecteurs de gaz inflammables, en nombre suffisant et au minimum égal à deux par cellule et dont l'implantation permet de détecter toute accumulation de gaz inflammables dans les meilleurs délais.

Les seuils de détection de gaz inflammables fixés à l'intérieur des cellules sont les suivants :

- Premier seuil : 10 % de la LIE
- Second seuil : 20 % de la LIE

Les asservissements en cas de détection de gaz inflammables sont :

- En cas de détection de gaz inflammables en premier seuil : une alarme visuelle est déclenchée dans l'atelier de conditionnement des aérosols, dans l'atelier de formulation, sous le auvent et dans la cellule de stockage des produits finis.
- En cas de détection de gaz inflammables en second seuil et en complément des moyens mis en œuvre au premier seuil : déclenchement de l'alarme sonore dans l'atelier de conditionnement, dans l'atelier de formulation, sous le auvent et dans la cellule de stockage des produits finis, arrêt de la remplisseuse gaz et fermeture des vannes automatiques sur les tuyauteries d'approvisionnement en gaz.

La remise en service des cellules de remplissage est conditionnée par le retour à une concentration en gaz inflammables inférieure au second seuil d'alarme.

Le système de détection est testé et vérifié régulièrement (à minima tous les 6 mois) afin notamment d'étalonner les sondes de détection et de tester l'ensemble de la chaîne d'asservissement.

Constats :

Les cellules de remplissage sont constituées par les 2 bunkers localisés à l'extérieur. Il s'agit de containers comportant une bâche faisant office de toit. La ventilation y est donc naturelle.

Le rapport de contrôle de la société SAFETY SERVICES du 09/12/2024 (voir point de contrôle n°2) mentionne la présence des détecteurs de butane comportant 2 seuils d'alarme (10 et 20 % de la LIE), dans chacun des 2 bunkers. Les détecteurs sont en bon état de fonctionnement.

Le seuil de 10% active une alarme sonore et visuelle, le seuil de 20 % coupe, en complément, l'alimentation électrique qui désactive la ligne de remplissage et ferme les électrovannes.

L'exploitant indique que le défaut doit être acquitté pour remettre en route l'installation, si la détection reste au-dessus du seuil de 20%, la remise en route est impossible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Magasin de stockage des produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant procède tous les jours à une inspection concernant les bonnes conditions de stockage des produits et la propreté des locaux. Ce magasin est doté des moyens de détection suivants : <ul style="list-style-type: none">• a minima d'un détecteur de flamme infra-rouge, des électro-aimants commandés par la centrale de détection au-dessus des portes coupe feu entraînant leur fermeture et le déclenchement d'une alarme sonore pour les ateliers ;• a minima deux détecteurs de vapeur butane. Ce magasin est constitué de murs et portes coupe feu de degré deux heures. A minima huit exutoires de fumée sont installés et les commandes manuelles et automatiques sont situées à proximité des issues de secours. La surface de la toiture est de 1 152 m ² et la surface totale d'ouverture des exutoires est de 48 m ² soit 4 % de la surface de la toiture. Un grillage de protection antimissile entoure la zone des générateurs aérosols à gaz propulseur inflammables. Des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations sont rédigées et sont appliquées par les employés.
Constats : Le rapport de contrôle de la société SAFETY SERVICES du 09/12/2024 (voir point de contrôle n°2) mentionne la présence des détecteurs de butane comportant 2 seuils d'alarme (20 et 40 % de la LIE) dans le magasin de stockage. Les détecteurs sont en bon état de fonctionnement. Comme pour le point de contrôle n°2, l'exploitant n'a pas pu présenter les éléments justifiant du caractère REI 120 des murs. Non conformité (faits significatifs) : l'exploitant ne peut pas justifier du caractère REI 120 pour les murs du magasin de stockage. Concernant les portes, certaines portes du site ne sont pas fonctionnelles (voir point de contrôle n°3). L'exploitant a présenté le rapport de vérification des exutoires de désenfumage réalisé par la société CHUBB suite au contrôle du 23/05/2024. Lors de l'inspection, la surface minimale de désenfumage n'a pas été contrôlée. L'ensemble des exutoires sont fonctionnels, toutefois le

rapport mentionne des travaux à prévoir pour 3 exutoires.

Lors de la visite du site, la présence du grillage de protection a été constatée autour de la zone de stockage des aérosols à gaz propulseur inflammables.

Par ailleurs, concernant les procédures d'arrêt d'urgence, l'exploitant a indiqué que des formations sont dispensées auprès du personnel (formation équipier de 1^{ère} intervention...). Toutefois, aucune procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité n'est formalisée.

Non conformité (faits significatifs) : l'exploitant n'a pas mis en place de procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de justifier du caractère REI 120 des murs du magasin de stockage des produits finis sous 3 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de rédiger des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois